

Sherbrooke

Un budget qui «fait peur» selon Christine Labrie

Par [Simon Roberge, La Tribune](#)

25 mars 2025 à 19h22|

Mis à jour le 25 mars 2025 à 19h26



Christine Labrie déplore également l'absence d'augmentation du portefeuille de l'environnement. (Jacques Boissinot/Archives La Presse Canadienne)

La députée de Sherbrooke Christine Labrie ne croit pas une seconde au scénario optimiste du ministre des Finances Eric Girard présenté dans le budget qui a été déposé par la CAQ mardi.

Les prévisions du septième budget Girard sont basées sur un scénario où les droits de douane appliqués par les États-Unis seraient en moyenne de 10 % pour une période de deux ans.

«C'est alarmant parce que ce n'est pas le scénario le plus probable et il risque d'y avoir un impact plus grand sur les revenus de l'État, indique Mme Labrie. Il n'y a personne au Québec qui pense que finalement les tarifs douaniers vont être de juste 10 % et durer deux ans. C'est un budget qui repose sur une évaluation presque fantaisiste.»

Et même dans sa forme actuelle, le budget mènera assurément à des coupures sur le terrain selon la députée de Sherbrooke puisque l'enveloppe pour la santé et l'éducation n'augmente que de 3 % et 2,2 % respectivement.

« Il fait peur parce que ce qui est prévu pour les différents ministères est en dessous du coût réel d'augmentation des dépenses, indique la députée solidaire. Par exemple, en éducation la hausse qui est prévue ne permet même pas d'accoter les hausses de salaire qui sont prévues dans le réseau.»

«Ça prend minimum 3 % pour assumer les coûts du système, poursuit-elle. Tant que c'est en bas de ça, oui le chiffre augmente, mais dans la vraie vie ça ne permet pas de maintenir ce qui était offert.»

Christine Labrie déplore également l'absence d'augmentation du portefeuille de l'environnement ce qui touchera des programmes comme ClimatSol-Plus.

«On sait que Sherbrooke s'est fait refuser des fonds récemment pour décontaminer des terrains parce qu'il ne restait plus d'argent dans l'enveloppe, explique-t-elle. Et bien l'enveloppe diminue et ce n'est rien d'encourageant parce qu'on sait que ça ralentit des projets.»



Les organismes communautaires de l'Estrie étaient réunis mardi pour le dévoilement du budget. (Maxime Picard/La Tribune)

Les organismes communautaires déçus

Réunis en écoute collective pour le dévoilement du budget, les organismes communautaires de l'Estrie déploreraient le peu de nouvel argent investi dans les programmes sociaux.

«Il n'y a aucune nouvelle somme pour le logement, déplore Mario Mercier, porte-parole de l'Association des locataires de Sherbrooke. Ils attendent que le fédéral investisse pour le logement social. La classe moyenne et celle plus pauvre ne sont pas une priorité du gouvernement.»

Le portefeuille Emploi et Solidarité sociale voit son budget augmenter de 0,1 % tandis qu'il sera amputé de 4,6 % l'année suivante.

« Ça envoie le message que la pauvreté n'est pas la priorité, lance Geneviève Bouchard, directrice générale chez Action-Plus de Sherbrooke. Avec seulement 829 \$ par mois sur l'aide sociale pour une personne seule, c'est impossible de vivre avec le contexte actuel. On ne leur donne pas de chance.»

Deux petits gains

Le gouvernement annonce une somme de 50 millions de dollars sur cinq ans afin de rehausser le financement des organismes communautaires liés à la santé et aux services sociaux.

«C'est bien, mais juste cette année on avait besoin de 53,8 millions juste en Estrie, indique Dominique Vigneux-Parent, agente de recherche et d'analyse au Regroupement des organismes communautaires (ROC) de l'Estrie. Les 50 millions, ce sont pour les 3300 organismes de la province alors qu'on en a 192 en Estrie. Ça donne une idée.»

Mme Vigneux-Parent souligne également la présence dans le budget des 7,5 millions de dollars pour favoriser la participation d'enfants ayant des besoins spécifiques aux activités de haltes-garderies communautaires.

[Politique provinciale](#)

[Budget provincial 2025](#)

[Estrie et régions](#)



Simon Roberge, La Tribune

Simon Roberge est journaliste économique pour La Tribune. Il s'intéresse aux entreprises locales et aux enjeux de la région.